

COP21 : UN PAS TIMIDE DANS LA BONNE DIRECTION

POUR LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE, SI L'ACCORD DE PARIS RECONNAÎT LA RÉALITÉ DE LA MENACE CLIMATIQUE, IL NE PROPOSE QU'UNE PARTIE DE LA SOLUTION.

La conférence pour le climat de Paris n'a pas accouché d'une souris... mais presque. C'est en tout cas l'avis de la Confédération syndicale internationale (CSI) au sein de laquelle la CFTC est une adhérente active. La CSI, acteur incontournable des dernières discussions de la COP21, revendiquait une transition juste pour tous.

En effet, pour le syndicalisme international, le changement climatique détruit déjà des vies et des moyens de subsistance, et plus de 2,6 millions de personnes ont dû être déplacées en raison de phénomènes météorologiques extrêmes et des changements de saisons. Et la situation ne fera qu'empirer.

90 % des humains favorables à la préservation de la planète

La CSI est consciente que 90 % de

la population mondiale souhaite des actions climatiques. Des syndicats, des organisations de la société civile, des entreprises responsables et des investisseurs se sont unis pour exiger un objectif ambitieux à long terme en vue de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré, ainsi qu'un solide mécanisme de révision afin de le rendre possible. Tous les gouvernements ont été priés de respecter les droits humains et de procéder à une transition juste pour les travailleurs et leurs communautés.

Néanmoins, et si la CSI convient que les décisions de Paris reconnaissent les enjeux et font progresser l'action internationale, elle déplore que les efforts et les capacités pour atteindre l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré pour stabiliser la planète, restent une interrogation pour le futur.

La CSI regrette surtout que certains pays aient placé la protection de leurs intérêts nationaux immédiats avant l'objectif d'une planète pérenne et d'un avenir commun.

Loin des objectifs de la CSI

Pour rappel, la CSI et les organisations syndicales qui la composent avaient énoncé trois principes pour le sommet : d'une part, revoir les ambitions à la hausse et faire que les possibilités d'emploi des actions climatiques soient réelles, d'autre part, prévoir le financement des actions climatiques et soutenir les plus vulnérables, et enfin, s'engager en faveur d'une transition juste pour les travailleurs et leurs communautés.

On est loin des objectifs deux et trois de la CSI, notamment l'engagement de financement de 100 milliards de dollars par an insuffisants en vue d'équilibrer l'adaptation et la réduction des émissions. De même, si le préambule de l'accord de la COP fait référence à une transition juste pour les travailleurs et au respect des droits humains, de trop nombreux gouvernements ont refusé que les parties opérationnelles les y engagent.

Pour la secrétaire générale de l'organisation, Sharan Burrow, « la course pour stabiliser le climat a débuté, mais, malheureusement, de trop nombreux gouvernements manquent toujours d'ambition alors qu'il s'agit de la survie de leurs populations ». Un petit pas pour l'homme, donc, et un petit pas – seulement – pour l'humanité. ■



Photo : UN Photo/Rick Bajornas

> Sharan Burrow, la secrétaire générale de la CSI, regrette que certains pays aient placé la protection de leurs intérêts nationaux avant l'objectif d'une planète pérenne.

Anthony Ratier